



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Recueil de fiches pratiques – Les indices de mesure de l'exposition d'une zone géographique au risque de corruption

Mai 2023

Introduction

La loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite « *loi Sapin II* »¹, prévoit un ensemble de mesures pour prévenir et détecter les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêts, de détournement de fonds publics et de favoritisme² (appelé dispositif de conformité anticorruption).

La géographie : un outil pertinent pour appréhender le risque de corruption

Pour les plus grandes entreprises, le 3° du II de l'article 17 de la loi Sapin II impose ainsi l'obligation d'élaborer « *une cartographie des risques prenant la forme d'une documentation régulièrement actualisée et destinée à identifier, analyser et hiérarchiser les risques d'exposition de la société à des sollicitations externes aux fins de corruption, en fonction notamment des secteurs d'activités et des zones géographiques dans lesquels la société exerce son activité* ». Pour les autres organisations, l'Agence française anticorruption (« AFA ») recommande également d'appréhender le risque de corruption induit par l'implantation géographique de leurs activités³.

La notion de « *zone géographique* » est également pertinente afin d'évaluer l'exposition au risque de corruption des tiers avec lesquels les organisations entretiennent des relations, notamment pour les entreprises assujetties à l'article 17 de la loi Sapin II lors de la mise en œuvre de la mesure prévue au 4° du II relative aux « *procédures d'évaluation de la situation des clients, fournisseurs de premier rang et intermédiaires au regard de la cartographie des risques* ». Comme le rappellent les recommandations de l'AFA, « *l'implantation géographique* »⁴ du tiers est un critère d'évaluation de ce dernier utile à la caractérisation de son risque inhérent de corruption.

Afin de pouvoir apprécier la composante géographique du risque de corruption inhérent aux activités d'une entreprise lors de l'exercice de cartographie ou au cours de l'évaluation d'un tiers, il peut s'avérer approprié, pour les services de la conformité anticorruption, de recourir à des indices qui en proposent une évaluation, généralement au niveau d'un Etat.

Un recueil d'indices du risque de corruption : pour quoi faire ?

S'il existe aujourd'hui un certain nombre de ressources facilitant ces évaluations, le traitement des informations pertinentes relatives au risque de corruption d'une zone géographique peut s'avérer ardu. En effet, ces ressources peuvent être complexes à appréhender, non seulement du fait de leurs caractéristiques (accessibilité, format,

¹ [Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique](#)

² Par simplification, l'ensemble de ces infractions seront indistinctement qualifiées de « corruption » dans le présent document.

³ [Recommandations de l'AFA](#) publiées au JORF du 12 janvier 2021, §14, p.4.

⁴ Ibid., §217, p.30

fréquence de mise à jour, etc.) et de la méthodologie employée (technique d'enquête, approche statistique retenue, utilisation de sources de données externes, etc.) mais aussi en raison de leur récente multiplication.

Pour aider les entreprises à évaluer le risque de corruption généré par le développement de leurs activités à l'étranger, et, le cas échéant, à prendre les mesures de vigilance qui s'imposent, l'AFA a élaboré un recueil de fiches pratiques ayant vocation à présenter les principaux indices et la méthodologie de leur élaboration, les sources de données disponibles, au moins partiellement en accès libre, ainsi qu'à recenser les rapports d'évaluation réalisés par différentes organisations : organisations internationales, gouvernements, ONG, institutions financières, entités privées, fondations, associations ou institutions académiques. Ce document est complété par la présentation de publications diverses pouvant être utiles à l'analyse du risque de corruption d'une zone géographique.

Plus précisément, la première partie (1) du document regroupe les principaux indices consacrés à la mesure du risque de corruption d'une zone géographique. Construits selon des méthodologies variées et reposant sur des sources de données diverses, ils peuvent parfois synthétiser d'autres indices (indices composites). Toutefois, ils ont tous été construits dans l'objectif d'évaluer le risque de corruption d'une zone géographique.

La deuxième partie (2) du document regroupe des indices reposant sur des méthodologies et des sources souvent similaires à ceux de la première partie, mais qui n'ont pas tous pour objectif premier d'évaluer le risque de corruption. La corruption est alors considérée comme une composante d'un phénomène plus large ou connexe, ou bien n'y est traitée que sur une zone géographique précise. Il peut alors être utile, en complément des indices présentés dans la première partie, de prendre en compte, les données ou les évaluations relatives à cette composante spécifique afin d'affiner l'évaluation du risque inhérent à une zone géographique.

La troisième partie (3) du document recense les rapports d'évaluation de chaque Etat au regard du risque de corruption établis par les organisations internationales compétentes (ONU-DC, OCDE, GRECO, GAFI) ou des institutions académiques ou des ONG faisant référence sur ce sujet. La lecture de ces rapports peut s'avérer utile dans les cas les plus complexes pour appréhender plus qualitativement la réalité du phénomène corruptif, des mécanismes de prévention, de détection et de remédiation mis en place par chaque Etat.

Enfin, la quatrième partie (4) recense des outils complémentaires pouvant être utiles à l'analyse du risque de corruption inhérent à une zone géographique. Il s'agit principalement de listes établies par la France, l'Union européenne, les Nations-Unies ou les Etats-Unis sur laquelle figure des Etats et territoires faisant l'objet de sanctions économiques ou considérés comme non-coopératifs, mais aussi d'indices établis par des ONG relatifs à la lutte contre le blanchiment ou au degré de transparence de la vie des affaires.

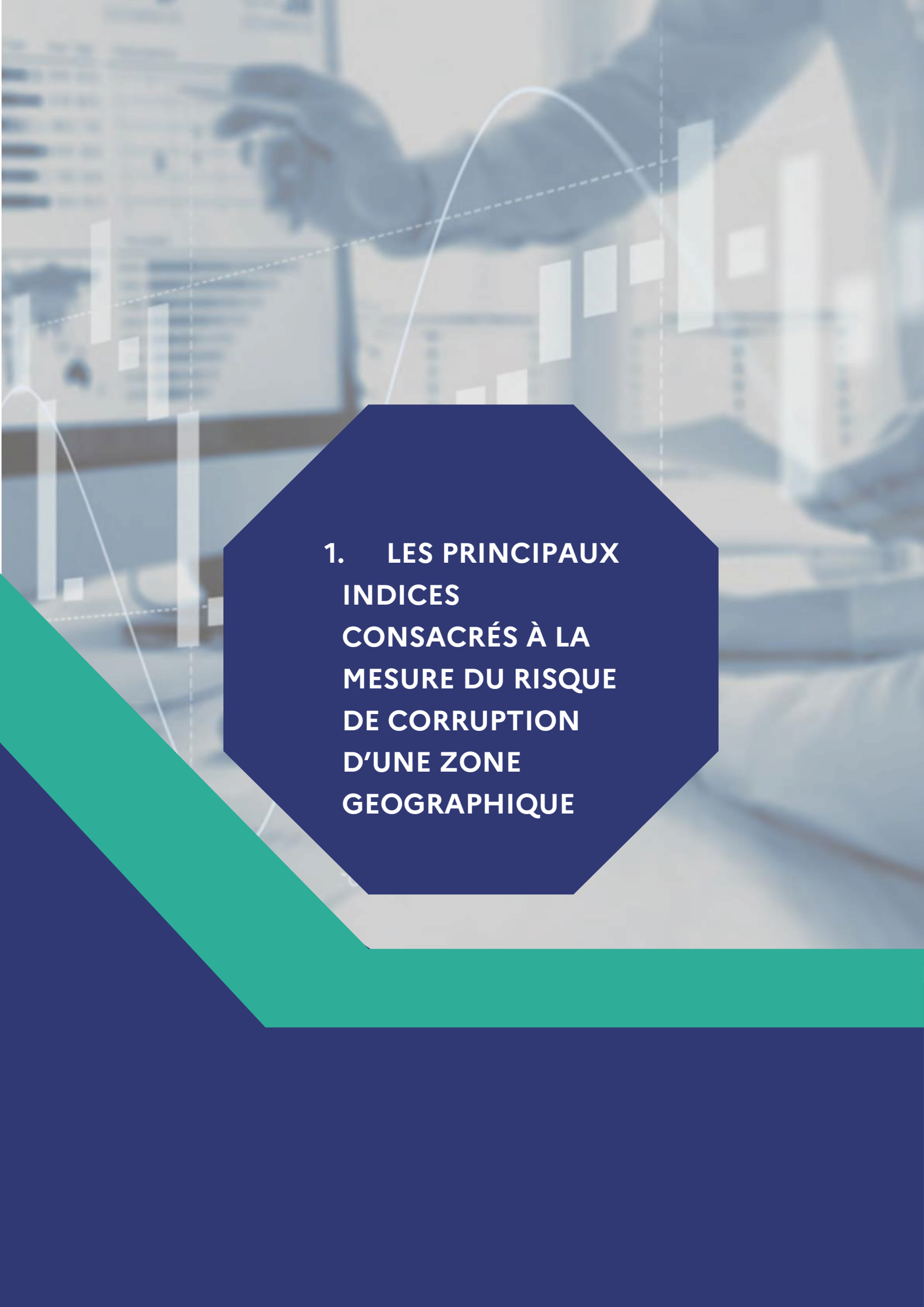
Avertissements

Ce document ne constitue pas une liste exhaustive des moyens permettant d'évaluer l'exposition d'une zone géographique au risque de corruption. Par ailleurs, l'exposition d'un tiers au risque de corruption à raison des zones géographiques dans lesquelles il opère ne saurait résumer à elle seule l'exposition de ce tiers au risque de corruption. D'autres facteurs de risque doivent être pris en compte dans une démarche efficace d'évaluation de ces tiers. Il est rappelé que les organisations souhaitant mettre en œuvre un dispositif de conformité anticorruption peuvent utilement consulter les recommandations de l'AFA ainsi que les guides pratiques disponibles sur le [site internet](#) de l'AFA.

Ce recensement ne constitue en aucun cas une approbation par l'AFA du contenu de ces outils, qui n'engage que leurs auteurs et leurs éditeurs.

Tables des matières

1. LES PRINCIPAUX INDICES CONSACRÉS À LA MESURE DU RISQUE DE CORRUPTION D'UNE ZONE GEOGRAPHIQUE	6
FICHE PRATIQUE N°1 - BANQUE MONDIALE : INDICATEURS DE GOUVERNANCE MONDIAUX : CONTRÔLE DE LA CORRUPTION	7
FICHE PRATIQUE N°2 - EUROBAROMETER (BAROMÈTRE RÉGIONAL - EUROPE)	9
FICHE PRATIQUE N°3 - ERCAS ET ACGC (CIPE) : CORRUPTION RISK FORECAST (CRF).....	11
FICHE PRATIQUE N°4 - GLOBAL RISK PROFILE (GRP) : INDICE GLOBAL DE CORRUPTION (GCI).....	13
FICHE PRATIQUE N°5 - TRACE INTERNATIONAL : TRACE BRIBERY RISK MATRIX	15
FICHE PRATIQUE N°6 - TRANSPARENCY INTERNATIONAL : INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION (IPC).....	17
FICHE PRATIQUE N°7 - TRANSPARENCY INTERNATIONAL (TI) : BAROMÈTRE MONDIAL ET BAROMÈTRES RÉGIONAUX DE LA CORRUPTION	19
2. INDICES INTÉGRANT LE RISQUE DE CORRUPTION D'UNE ZONE GEOGRAPHIQUE DANS LEURS COMPOSANTES	21
FICHE PRATIQUE N°8 - AFROBAROMETER (BAROMÈTRE RÉGIONAL – AFRIQUE).....	22
FICHE PRATIQUE N°9 - ASIANBAROMETER (BAROMÈTRE RÉGIONAL – ASIE).....	24
FICHE PRATIQUE N°10 - BERD / BANQUE MONDIALE : BUSINESS ENVIRONMENT AND ENTERPRISE PERFORMANCE SURVEY (BEEPS).....	26
FICHE PRATIQUE N°11 - BERTELSMANN STIFTUNG : TRANSFORMATION INDEX (BTI).....	28
FICHE PRATIQUE N°12 - BERTELSMANN STIFTUNG : SUSTAINABLE GOVERNANCE INDICATORS (SGI).....	30
FICHE PRATIQUE N°13 - FCPA BLOG : FCPA TRACKER	32
FICHE PRATIQUE N°14 - GLOBAL INITIATIVE : GLOBAL ORGANIZED CRIME INDEX.....	33
FICHE PRATIQUE N°15 - QUALITY OF GOVERNMENT INSTITUTE : EUROPEAN QUALITY OF GOVERNMENT INDEX.....	35
FICHE PRATIQUE N°16 - LATINOBAROMETRO (BAROMÈTRE RÉGIONAL – AMÉRIQUE LATINE).....	37
FICHE PRATIQUE N°17 - OCDE : PUBLIC INTEGRITY INDICATORS (PII).....	39
FICHE PRATIQUE N°18 - WORLD JUSTICE PROJECT: RULE OF LAW INDEX	40
3. LES RAPPORTS D'ÉVALUATION POUVANT ÊTRE UTILES À L'ANALYSE DU RISQUE DE CORRUPTION D'UNE ZONE GEOGRAPHIQUE	42
3.1.Les rapports d'évaluation réalisés par des organisations internationales.....	43
3.2.Les rapports d'évaluation réalisés par d'autres organisations (ONG, instituts de recherche)	45
4. LES OUTILS COMPLÉMENTAIRES POUVANT ÊTRE UTILES À L'ANALYSE DU RISQUE DE CORRUPTION D'UNE ZONE GEOGRAPHIQUE	47
4.1.Les listes des États et des territoires non-coopératifs établis par des Etats ou des organisations internationales	48
4.2.Les listes de personnes et Etats objets de sanctions internationales.....	48
4.3.Autres outils réalisés par des organisations privées	49
Glossaire et légendes	50



**1. LES PRINCIPAUX
INDICES
CONSACRÉS À LA
MESURE DU RISQUE
DE CORRUPTION
D'UNE ZONE
GEOGRAPHIQUE**

FICHE PRATIQUE N°1 - BANQUE MONDIALE : INDICATEURS DE GOUVERNANCE MONDIAUX : CONTRÔLE DE LA CORRUPTION

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- **Nom de l'indice** : [Indicateurs de gouvernance mondiaux : Contrôle de la corruption](#)
- **Date de création de l'indice** : 1996
- **Informations sur l'organisme** : la [Banque mondiale](#) est une institution financière internationale
- **Catégories de corruption entrant dans le champ de l'étude** : corruption publique, détournement de fonds publics, favoritisme, prise illégale d'intérêts

CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE :

- **Type d'indice** : indice composite
- **Langues** : anglais, français, espagnol, arabe, chinois
- **Accessibilité de l'indice** : gratuit
- **Accessibilité des données de l'indice** : données téléchargeables
- **Représentations graphiques** : tableau, graphique
- **Format de l'indice** : statique
- **Fréquence de la mise à jour** : annuelle
- **Dernière mise à jour** : 2021
- **Historique des données** : oui
- **Disponibilité de la méthodologie** : oui, disponible [ici](#)
- **Disponibilité des résultats de l'évaluation** : oui, disponible [ici](#)
- **Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption** : oui

MÉTHODOLOGIE :

- **Analyse sectorielle** : secteur public
- **Couverture géographique** : tous les continents
- **Nombre d'États ou de territoires évalués** : 214
- **Approche statistique retenue** : perception
- **Technique d'enquête** : agrégation d'évaluations à dire d'experts et d'enquêtes d'opinion réalisées par d'autres organismes
- **Échelle de notation** : de -2,5 (niveau élevé de corruption) à 2,5 (niveau minimal)
- **Population interrogée** : non
- **Utilisation de sources de données externes** : oui
- **Nombre de sources de données utilisées** : non communiqué
- **Liste des sources de données utilisées par l'indice** : l'indice en 2021 a été calculé à l'aide de différentes sources de données provenant d'institutions internationales, d'organisations internationales et d'autres acteurs, comme par exemple :
 - évaluations à dire d'experts :
 - [Bertelsmann Stiftung : Transformation index \(BTI\)](#) ;
 - [V-Dem Institute : Varieties of democracy](#).
 - enquêtes d'opinion / sondages :
 - [Afrobarometer](#) ;
 - [Latinobarometro](#) ;
 - [Transparency International : Baromètre mondial de la corruption](#) ;

- [Business Environment and Enterprise Performance Survey \(BEEPS\)](#).

La liste complète des sources de données utilisées par cet indice en 2021 est disponible [ici](#).

- **Description de la méthode** : l'indice est constitué de six indicateurs de gouvernance : voix et responsabilité, stabilité politique et absence de violence et de terrorisme, efficacité du gouvernement, qualité de la réglementation, état de droit, contrôle de la corruption. L'indicateur « contrôle de la corruption » est construit à l'aide d'une sélection de différentes sources de données réalisée par la Banque mondiale.
- **Méthode de calcul** : un résultat pondéré est calculé par État ou territoire sur la base des résultats de ces différentes sources de données. Puis, un classement par État ou territoire est réalisé en fonction des résultats obtenus. L'indice calcule également la variation du résultat d'un État d'une année à l'autre.

PLUS DE PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS RELATIFS À LA CORRUPTION (EXEMPLES DE QUESTIONS, DÉTAILS SUR LES CRITÈRES PRIS EN COMPTE, ETC.) :

Source : Freedom House : *Nation in transit report* : [questionnaire](#)

- le gouvernement a-t-il mis en place des initiatives efficaces de lutte contre la corruption ?
- des lois exigeant une déclaration financière et empêchant les conflits d'intérêts ont-elles été adoptées et mises en œuvre ?
- les lanceurs d'alerte, militants anticorruption, enquêteurs et journalistes jouissent-ils d'une protection juridique leur permettant de rapporter des cas de corruption en toute sécurité ?

Source : Bertelsmann Stiftung : *Transformation index (BTI)* : [questionnaire](#)

- dans quelle mesure existe-t-il un pouvoir judiciaire indépendant ?
 - le pouvoir judiciaire est indépendant lorsqu'il est libre à la fois de toute intervention inconstitutionnelle d'autres institutions et de la corruption. Il est différencié sur le plan institutionnel et il existe des mécanismes de contrôle judiciaire des actes législatifs ou exécutifs ;
 - le pouvoir judiciaire est largement indépendant, même si ses décisions sont parfois subordonnées aux autorités politiques ou influencées par la corruption. Il est institutionnellement différencié, mais partiellement limité par une opérabilité territoriale ou fonctionnelle insuffisante ;
 - l'indépendance du pouvoir judiciaire est fortement entravée par les autorités politiques et les niveaux élevés de corruption. Il est dans une certaine mesure institutionnellement différencié, mais sévèrement limité par des déficits fonctionnels, une opérabilité territoriale insuffisante et des ressources limitées ;
 - le pouvoir judiciaire n'est pas indépendant et n'est pas institutionnellement différencié.

POINTS DE VIGILANCE :

- L'indice mesure la perception par des individus du phénomène corruptif ;
- seul le secteur public est pris en compte ;
- l'indice se fonde sur une agrégation de sources de données (sondages et évaluations à dire d'expert), qui présentent des différences en termes de caractéristiques et de méthodologie, ce qui peut limiter la fiabilité des résultats finaux.

FICHE PRATIQUE N°2 - EUROBAROMETER (BAROMÈTRE RÉGIONAL - EUROPE)

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- **Nom de l'indice** : [Eurobarometer](#)
- **Date de création de l'indice** : 1974
- **Informations sur l'organisme** : [Eurobarometer](#) est réalisé par un organisme de [l'Union européenne](#) affilié à la [Commission européenne](#)
- **Catégories de corruption entrant dans le champ de l'étude** : corruption, favoritisme, prise illégale d'intérêts, détournement de fonds publics

CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE :

- **Type d'indice** : indice simple
- **Langues** : anglais, bulgare, croate, danois, espagnol, estonien, finnois, français, grec, hongrois, irlandais, italien, letton, lituanien, maltais, néerlandais, polonais, portugais, roumain, slovaque, slovène, suédois, tchèque
- **Accessibilité de l'indice** : gratuit
- **Accessibilité des données de l'indice** : données téléchargeables facilement
- **Représentations graphiques** : rapport, tableaux, graphiques, articles
- **Format de l'indice** : interactif
- **Fréquence de la mise à jour** : tous les deux ans
- **Dernière mise à jour** : 2022
- **Historique des données** : oui
- **Disponibilité de la méthodologie** : oui, disponible [ici](#)
- **Disponibilité des résultats de l'évaluation** : oui, disponible [ici](#)
- **Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption** : oui

MÉTHODOLOGIE :

- **Analyse sectorielle** : secteurs public et privé
- **Couverture géographique** : Union européenne
- **Nombre d'États évalués** : 27
- **Approche statistique retenue** : perception et estimation
- **Technique d'enquête** : sondage auprès de la population
- **Échelle de notation** : non
- **Population interrogée** : oui
- **Catégorie de population interrogée** : toutes les catégories socioprofessionnelles
- **Nombre de personnes interrogées** : 26 509 au total (entre 500 et 1100 personnes par État membre de l'Union européenne), 1 034 en France
- **Utilisation de sources de données externes** : non
- **Description de la méthode** : l'échantillon par État est sélectionné en prenant en compte la population de chaque État membre de l'Union européenne ainsi que les spécificités régionales. Dans chaque État, un tirage au sort a été fait avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population et à la densité de la population. Tous les entretiens ont été menés en face à face au domicile des personnes et dans la langue nationale appropriée.

En ce qui concerne la saisie des données, la méthode des entretiens personnels par ordinateur a été utilisée dans les États où cette technique était disponible. Le sondage donne lieu à des résultats et des statistiques pour chaque État membre de l'UE et à une comparaison entre ces États membres.

- **Méthode de calcul** : des statistiques sont établies à la suite des réponses aux enquêtes réalisées auprès de la population.

PLUS DE PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS RELATIFS À LA CORRUPTION (EXEMPLES DE QUESTIONS, DÉTAILS SUR LES CRITÈRES PRIS EN COMPTE, ETC.) :

Source : Sondage Eurobarometer 2022 : [questionnaire](#)

- QA4 – en parlant plus généralement, si vous vouliez obtenir quelque chose de l'administration publique ou d'un service public, dans quelle mesure pensez-vous qu'il est acceptable de faire l'une des choses suivantes ?
 - donner de l'argent ;
 - donner un cadeau ;
 - faire une faveur.
- QA5 – dans quelle mesure pensez-vous que le problème de la corruption est répandu dans votre pays ?
 - très répandu ;
 - assez répandu ;
 - assez rare ;
 - très rare ;
 - il n'y a pas de corruption.
- QA12 – au cours des 12 derniers mois, avez-vous vécu ou été témoin d'un cas de corruption ?
 - oui, vécu ;
 - oui, témoin ;
 - non, refus.
- QA15 - pourriez-vous dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?
 - des liens trop étroits entre le monde des affaires et les hommes et femmes politiques en (« nom de l'État ») mènent à la corruption ;
 - en (« nom de l'État »), le favoritisme et la corruption entravent la concurrence dans les affaires ;
 - la corruption fait partie de la culture des affaires en (pays local) ;
 - en (« nom de l'État »), la seule façon de réussir dans les affaires est d'avoir des relations dans le monde politique.
- QA15.4 - pourriez-vous dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ?
 - vous êtes personnellement touché(e) par la corruption dans votre vie quotidienne.

POINT DE VIGILANCE :

- L'indice mesure seulement la perception par les citoyens européens du phénomène corruptif en Europe.

FICHE PRATIQUE N°3 - ERCAS ET ACGC (CIPE) : CORRUPTION RISK FORECAST (CRF)

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- **Nom de l'indice** : [Corruption Risk Forecast \(CRF\) 2021](#)
- **Date de création de l'indice** : 2021
- **Informations sur l'organisme** : l'[European Research Centre for Anti-Corruption and State-Building \(ERCAS\)](#) est un centre universitaire allemand et l'[Anti-Corruption & Governance Center \(ACGC\)](#) du [Center for International Private Enterprise \(CIPE\)](#) est un centre de recherche affilié à la Chambre de Commerce des États-Unis d'Amérique
- **Catégorie de corruption entrant dans le champ de l'étude** : corruption publique

CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE :

- **Type d'indice** : indice composite
- **Langue** : anglais
- **Accessibilité de l'indice** : indice gratuit, fiches pays payantes
- **Accessibilité des données de l'indice** : données téléchargeables facilement
- **Représentations graphiques** : cartographie, graphiques, diagrammes, fiches pays
- **Format de l'indice** : interactif
- **Fréquence de la mise à jour** : non communiquée
- **Dernière mise à jour** : avril 2022
- **Historique des données** : oui, depuis 2021
- **Disponibilité de la méthodologie** : oui, disponible [ici](#)
- **Disponibilité des résultats de l'évaluation** : oui, disponible [ici](#)
- **Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption** : non communiqué

MÉTHODOLOGIE :

- **Analyse sectorielle** : secteur public
- **Couverture géographique** : tous les continents
- **Nombre d'États et de territoires évalués** : 120
- **Approche statistique retenue** : prédictive
- **Technique d'enquête** : agrégation d'évaluations à dire d'expert et d'enquêtes d'opinion réalisées par d'autres organismes
- **Échelle de notation** : en 3 catégories - en amélioration, stationnaire, en déclin
- **Population interrogée** : non
- **Utilisation de sources de données externes** : oui
- **Nombre de sources utilisées** : non communiqué
- **Liste des sources de données utilisées par l'indice** : l'indice en 2021 a été calculé à l'aide de différentes sources de données provenant d'institutions internationales et d'autres acteurs, comme par exemple :
 - indices développés par le *European Research Centre for Anti-Corruption and State-Building (ERCAS)* :
 - [Index of Public Integrity \(IPI\)](#) ;
 - [Transparency Index \(T-Index\)](#).

- indices développés par des organisations non-gouvernementales :
 - [Transparency International : Indice de perception de la corruption \(IPC\)](#) ;
 - [Transparency International : Baromètre mondiale de la corruption](#).

La liste complète des sources de données utilisées par cet indice en 2021 est disponible [ici](#).

- **Description de la méthode** : l'outil utilise 30 indicateurs tangibles qui se basent sur les résultats de différentes sources de données externes et sur ceux des deux indices développés par l'ERCAS (l'indice d'intégrité publique et l'indice de transparence). Un résultat pondéré est calculé par État sur la base des résultats de ces différentes sources de données, puis une notation par État est réalisée en fonction de ces résultats pondérés.
- **Méthode de calcul** : calcul d'une tendance sur douze années sur l'évolution des États en matière de corruption.

PLUS DE PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS RELATIFS À LA CORRUPTION (EXEMPLES DE QUESTIONS, DÉTAILS SUR LES CRITÈRES PRIS EN COMPTE, ETC.) :

- [Transparency Index \(T-Index\)](#) : résultat et classement par État en fonction du type d'informations ouvertes au public :
 - prise en compte des résultats et des conclusions d'adhésion des États aux conventions des Nations-Unies contre la corruption et de l'OCDE contre la corruption d'agents publics étrangers, etc. ;
 - prise en compte des résultats et des conclusions des décisions de justice, des registres foncier et du commerce, etc.
- [Index of Public Integrity \(IPI\)](#) : résultat et classement par État en fonction de six composantes :
 - ouverture commerciale : cette composante mesure le degré d'ouverture au commerce (note de 1 à 10) en tenant compte des délais et coûts des importations et exportations ;
 - lourdeur administrative : cette composante utilise les résultats de l'Indice de transparence (ERCAS) sur les critères suivants : marchés publics, cadastre foncier, registre de commerce, rapport d'audit. Les facteurs suivants sont également pris en compte dans l'évaluation des États : nombre de procédures pour débiter une affaire, nombre de jours pour débiter une affaire, nombre de paiements de taxes par année, temps requis pour payer des taxes ;
 - transparence administrative et budgétaire : cette composante se calcule sur les réponses à 14 questions spécifiques du [Open Budget Survey](#) ;
 - indépendance judiciaire : cette composante se calcule à l'aide des réponses obtenues à une question de l'[Executive Opinion Survey 2020](#) du [World Economic Forum \(WEF\)](#) : « dans quelle mesure le système judiciaire de votre pays est-il indépendant des influences des membres du gouvernement, des citoyens ou des entreprises ? ». Les notes varient de 1 (très influencé) à 7 (entièrement indépendant) ;
 - e-citoyenneté : cette composante se calcule à l'aide des données récoltées par le [ICT Development Index](#) et le [Internet World Status](#) pour mesurer l'accès à internet ;
 - liberté de la presse : cette composante se fonde sur [l'index de liberté de la presse de Reporters sans frontières \(RSF\)](#).

POINTS DE VIGILANCE :

- L'indice propose une approche prédictive de la corruption à l'inverse des autres indices présentés dans le présent document ;
- l'indice s'appuie sur l'agrégation de sources de données qui présentent des différences en termes de caractéristiques et de méthodologie, ce qui peut limiter la fiabilité des résultats finaux.

FICHE PRATIQUE N°4 - GLOBAL RISK PROFILE (GRP) : INDICE GLOBAL DE CORRUPTION (GCI)

Les informations présentées ci-dessous se limitent à la partie librement accessible de l'indice. Cette présentation ne constitue en aucun cas une revue ou un avis sur la qualité du contenu des services marchands proposés par l'éditeur.

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- **Nom de l'indice** : [Indice Global de Corruption \(GCI\) 2021](#)
- **Date de création de l'indice** : 2018
- **Informations sur l'organisme** : [Global Risk Profile \(GRP\)](#) est une société privée de conseil et de services aux entreprises de droit suisse
- **Catégories de corruption entrant dans le champ de l'étude** : corruption publique, corruption privée, prise illégale d'intérêts, favoritisme, détournements de fonds publics

CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE :

- **Type d'indice** : indice composite
- **Langues** : anglais, français, italien
- **Accessibilité de l'indice** : indice gratuit, fiches pays payantes
- **Accessibilité des données de l'indice** : données téléchargeables facilement
- **Représentations graphiques** : cartographie, tableau
- **Format de l'indice** : interactif
- **Fréquence de la mise à jour** : annuelle
- **Dernière mise à jour** : 2021
- **Historique des données** : oui
- **Disponibilité de la méthodologie** : oui, disponible [ici](#)
- **Disponibilité des résultats de l'évaluation** : oui, disponible [ici](#)
- **Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption** : non communiqué

MÉTHODOLOGIE :

- **Analyse sectorielle** : tous les secteurs d'activités
- **Couverture géographique** : tous les continents
- **Nombre d'États et de territoires évalués** : 196
- **Approche statistique retenue** : perception
- **Technique d'enquête** : agrégation d'évaluations à dire d'expert et d'enquêtes d'opinion réalisées par d'autres organismes
- **Échelle de notation** : de 0 (risque bas de corruption) à 100 (risque élevé)
- **Population interrogée** : non
- **Utilisation de sources de données externes** : oui
- **Nombre de sources utilisées** : 42
- **Liste des sources de données utilisées par l'indice** : l'indice en 2021 a été calculé à l'aide de différentes sources de données provenant d'institutions internationales et d'autres acteurs, comme par exemple :
 - évaluations à dire d'expert :
 - [Transparency International : Indice de perception de la corruption \(IPC\)](#) ;

- [Banque mondiale : Indicateurs de gouvernance mondiaux : Contrôle de la corruption.](#)
- enquêtes d'opinion et sondages :
 - [World Economic Forum \(WEF\) : Executive Opinion Survey 2020](#) ;
 - [Transparency International : Baromètre mondiale de la corruption](#) .

La liste complète des sources de données utilisées par cet indice en 2021 est disponible [ici](#).

- **Description de la méthode** : l'indice est construit à l'aide d'une sélection de différentes sources de données. Il existe deux sous-indices : « Corruption » (comptant pour 70% du résultat final) et « Crimes en col blanc » (comptant pour 30% du résultat final). Une cartographie présentant les résultats est disponible par sous-indice. Plusieurs approches statistiques sont retenues pour calculer le résultat final, par exemple, dans le cas de séries de données chronologiques présentant des tendances visibles, une extrapolation linéaire ou encore une imputation sur la dernière observation est réalisée à partir des cinq dernières années disponibles. Concernant l'agrégation des données, ces dernières sont converties sur une échelle allant de 0 à 100, où 0 représente le risque le plus faible et 100 le risque le plus élevé de corruption et de crimes en col blanc. Le résultat global de chaque État est ensuite calculé en fonction des différentes pondérations.
- **Méthode de calcul** : calcul d'une moyenne pondérée sur la base de résultats provenant de différentes sources de données et classement par État.

PLUS DE PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS RELATIFS À LA CORRUPTION (EXEMPLES DE QUESTIONS, DÉTAILS SUR LES CRITÈRES PRIS EN COMPTE, ETC.) :

- Le sous-indice « Corruption » intègre 4 critères :
 1. le statut de ratification de conventions clés (OCDE, ONU), 15% ;
 2. le niveau de perception de la corruption publique (indice de Transparency International, données de la Banque mondiale, données du World Justice Project), 25.5% ;
 3. l'expérience rapportée de corruption publique (baromètre mondial de la corruption de Transparency International) et privée (enquête auprès des entreprises de la Banque mondiale), 17% ;
 4. une sélection de caractéristiques de chaque État étroitement liées à la corruption, 42.5%.
Cet indicateur se divise en quatre groupes de données:
 1. voix du citoyen et transparence ;
 2. fonctionnement du Gouvernement et efficience ;
 3. contexte légal ;
 4. contexte politique.

POINTS DE VIGILANCE :

- L'indice mesure la perception par des individus et des experts (en criminalité financière, économie, politique, etc.) du phénomène corruptif ;
- l'indice se fonde sur une agrégation de sources de données (sondages et évaluations à dire d'expert) qui présentent des différences en termes de caractéristiques et de méthodologie, ce qui peut limiter la fiabilité des résultats finaux.

FICHE PRATIQUE N°5 - TRACE INTERNATIONAL : TRACE BRIBERY RISK MATRIX

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- Nom de l'indice : [Trace Bribery Risk Matrix](#)
- Date de création de l'indice : 2014
- Informations sur l'organisme : [Trace International](#) est une association à but non lucratif de droit canadien
- Catégorie de corruption entrant dans le champ de l'étude : corruption

CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE :

- Type d'indice : indice composite
- Langues : anglais, français, allemand, italien, portugais, espagnol, chinois
- Accessibilité de l'indice : gratuit
- Accessibilité des données de l'indice : données téléchargeables facilement
- Représentation graphique : cartographie, tableaux, graphiques
- Format de l'indice : interactif
- Fréquence de la mise à jour : annuelle
- Dernière mise à jour : 2021
- Historique des données : oui
- Disponibilité de la méthodologie : oui, disponible [ici](#)
- Disponibilité des résultats de l'évaluation : oui, disponible [ici](#)
- Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption : non communiqué

MÉTHODOLOGIE :

- Analyse sectorielle : tous les secteurs d'activités
- Couverture géographique : tous les continents
- Nombre d'États et de territoires évalués : 194
- Approche statistique retenue : perception
- Technique d'enquête : agrégation d'évaluations à dire d'expert et d'enquêtes d'opinion réalisées par d'autres organismes
- Échelle de notation : de 1 (corruption inexistante) à 100 (fortement corrompu)
- Population interrogée : non
- Utilisation de sources de données externes : oui
- Nombre de sources utilisées : non communiqué
- Liste des sources de données utilisées par l'indice : l'indice en 2021 a été calculé à l'aide de différentes sources de données provenant d'institutions internationales et d'autres acteurs, comme par exemple :
 - évaluations à dire d'experts :
 - [Freedom House](#) : [Nation in transit report](#) ;
 - [Bertelsmann Stiftung](#) : [BTI Transformation Index](#) ;
 - [World Justice Project \(WJP\)](#) : [WJP Rule of Law Index 2021](#) ;

- enquêtes d'opinion et sondages :
 - [Banque mondiale : Ease of Doing Business](#) (indice décomposé).

La liste complète des sources de données utilisées par cet indice en 2021 est disponible [ici](#).

- **Description de la méthode** : l'indice est construit à l'aide d'une sélection de différentes sources de données. Un résultat pondéré est calculé par État sur la base des résultats de ces différentes sources de données et de quatre critères : a) opportunité et interactions avec le gouvernement (40% du résultat) ; b) dissuasion (15% du résultat) ; c) transparence (22,5% du résultat) ; d) rôle des acteurs non gouvernementaux (22,5% du résultat) ;
- **Méthode de calcul** : calcul d'une moyenne pondérée sur la base de résultats provenant de différentes sources de données et classement par État.

PLUS DE PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS RELATIFS À LA CORRUPTION (EXEMPLES DE QUESTIONS, DETAILS SUR LES CRITERES PRIS EN COMPTE, ETC.) :

- Critère a) opportunité et interactions avec le gouvernement :
 - Sous-critère 1 : fréquence d'interaction :
 - Source : *V-Dem Institute : Varieties of democracy* : [questionnaire](#)
 - 3.8.4.1. "State ownership of economy" - L'État contrôle-t-il directement ou indirectement des secteurs importants de l'économie ?
- Critère a) opportunité et interactions avec le gouvernement :
 - Sous-critère 1 : fréquence d'interaction :
 - Source : Banque mondiale : *Entreprise survey* : [questionnaire](#)
 - M.1 / J.30 - identifier si la corruption fait partie des plus importants obstacles dans les affaires.

POINTS DE VIGILANCE :

- L'indice mesure la perception des individus et des experts (en criminalité financière, économie, politique, etc.) du phénomène corruptif ;
- l'indice se fonde sur une agrégation de sources de données (sondages et évaluations à dire d'expert) qui présentent des différences en termes de caractéristiques et de méthodologie, ce qui peut limiter la fiabilité des résultats finaux.

FICHE PRATIQUE N°6 - TRANSPARENCY INTERNATIONAL : INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION (IPC)

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- **Nom de l'indice** : [Indice de perception de la corruption 2022 \(IPC\)](#)
- **Date de création de l'indice** : 1995
- **Informations sur l'organisme** : [Transparency International \(TI\)](#) est une organisation non gouvernementale internationale de droit allemand dont l'objet est la lutte contre la corruption.
- **Catégories de corruption entrant dans le champ de l'étude** : corruption publique, détournement de fonds publics, favoritisme, prise illégale d'intérêts

CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE :

- **Type d'indice** : indice composite
- **Langues** : anglais, français, espagnol, russe, arabe, allemand, italien, néerlandais
- **Accessibilité de l'indice** : gratuit
- **Accessibilité des données de l'indice** : données téléchargeables facilement
- **Représentations graphiques** : cartographie, tableau, rapport
- **Format de l'indice** : interactif
- **Fréquence de la mise à jour** : annuelle
- **Dernière mise à jour** : janvier 2023
- **Historique des données** : oui depuis 1995
- **Disponibilité de la méthodologie** : oui disponible, [ici](#) et [ici](#).
- **Disponibilité des résultats de l'évaluation** : oui, disponible [ici](#) et [ici](#)
- **Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption** : oui

MÉTHODOLOGIE :

- **Analyse sectorielle** : secteur public
- **Couverture géographique** : tous les continents
- **Nombre d'États et de territoires évalués** : 180
- **Approche statistique retenue** : perception
- **Technique d'enquête** : agrégation d'évaluations à dire d'expert et d'enquêtes d'opinion réalisées par d'autres organismes
- **Échelle de notation** : de 0 (extrêmement corrompu) à 100 (corruption inexistante)
- **Population interrogée** : non
- **Utilisation de sources de données externes** : oui
- **Nombre de sources de données utilisées** : 13
- **Liste des sources de données utilisées par l'indice** : l'indice en 2022 a été calculé à l'aide de 13 sources de données différentes provenant d'institutions internationales et d'autres acteurs, comme par exemple :
 - évaluations à dire d'expert :
 - [Bertelsmann Stiftung : Sustainable governance indicators \(SGI\)](#) ;
 - [Bertelsmann Stiftung : BTI Transformation Index](#) ;
 - [World Justice Project \(WJP\) : WJP Rule of Law Index 2022](#).

- enquêtes d'opinion / sondages :
 - [World Economic Forum \(WEF\) : Executive Opinion Survey 2022](#) ;
 - [PRS Group : International Country Risk Guide \(ICRG\)](#) (payant) ;
 - [IHS Markit \(S&P Global\) : Advanced Country Analysis & Forecasting \(AdCAF\)](#) (payant) ;
 - [Political and Economic Risk Consultancy \(PERC\) : Asian Intelligence Report](#) (payant, sauf [Annual review of corruption in Asia – 2022](#)).

La liste complète des sources de données utilisées par cet indice en 2022 est disponible [ici](#).

- **Description de la méthode** : l'indice est construit à l'aide d'une sélection de différentes sources de données par Transparency International. Une moyenne pondérée est calculée par État sur la base des résultats d'au minimum 3 sources de données.
- **Méthode de calcul** : calcul d'une moyenne pondérée sur la base de résultats provenant de différentes sources de données et classement par État.

PLUS DE PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS RELATIFS À LA CORRUPTION (EXEMPLES DE QUESTIONS, DÉTAILS SUR LES CRITÈRES PRIS EN COMPTE, ETC.) :

Source : Freedom House : *Nation in transit report* : [questionnaire](#)

- le gouvernement a-t-il mis en place des initiatives efficaces de lutte contre la corruption ?
- des lois exigeant une déclaration financière et empêchant les conflits d'intérêts ont-elles été mises en place ?
- les lanceurs d'alerte, militants anticorruption, enquêteurs et journalistes jouissent-ils d'une protection juridique leur permettant de rapporter des cas de corruption en toute sécurité ?

Source : Bertelsmann Stiftung : *Transformation index (BTI)* : [questionnaire](#)

- Dans quelle mesure existe-t-il un pouvoir judiciaire indépendant ?
 - le pouvoir judiciaire est indépendant et libre à la fois de toute intervention inconstitutionnelle d'autres institutions et de la corruption. Il est différencié sur le plan institutionnel et il existe des mécanismes de contrôle judiciaire des actes législatifs ou exécutifs.
 - le pouvoir judiciaire est largement indépendant, même si parfois ses décisions sont subordonnées aux autorités politiques ou influencées par la corruption. Il est institutionnellement différencié, mais partiellement limité par une opérabilité territoriale ou fonctionnelle insuffisante.
 - l'indépendance du pouvoir judiciaire est fortement entravée par les autorités politiques et les niveaux élevés de corruption. Il est dans une certaine mesure institutionnellement différencié, mais sévèrement limité par des déficits fonctionnels, une opérabilité territoriale insuffisante et des ressources limitées.
 - le pouvoir judiciaire n'est pas indépendant et n'est pas institutionnellement différencié.

POINTS DE VIGILANCE :

- L'indice mesure la perception des individus et des experts (en criminalité financière, économique, politique, etc.) du phénomène corruptif ;
- seul le secteur public est pris en compte ;
- l'indice se base sur une agrégation de sources de données (sondages et évaluations à dire d'expert) qui présentent des différences en termes de caractéristiques et de méthodologie, ce qui peut limiter la fiabilité des résultats finaux.

FICHE PRATIQUE N°7 - TRANSPARENCY INTERNATIONAL (TI) : BAROMÈTRE MONDIAL ET BAROMÈTRES RÉGIONAUX DE LA CORRUPTION

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- **Nom de l'indice** : [Baromètre mondial de la corruption 2021](#), [Baromètre Union européenne 2021](#), [Baromètre Pacifique 2021](#), [Baromètre Asie 2020](#), [Baromètre Afrique 2019](#), [Baromètre Amérique latine 2019](#), [Baromètre Moyen-Orient et Afrique du Nord 2019](#)
- **Date de création de l'indice** : 2003
- **Informations sur l'organisme** : [Transparency International \(TI\)](#) est une organisation non gouvernementale internationale de droit allemand dont l'objet est la lutte contre la corruption.
- **Catégories de corruption entrant dans le champ de l'étude** : corruption, favoritisme, prise illégale d'intérêts

CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE :

- **Type d'indice** : indice simple
- **Langues** : anglais, français, espagnol, russe, arabe
- **Accessibilité de l'indice** : gratuit
- **Accessibilité des données de l'indice** : données téléchargeables facilement
- **Représentations graphiques** : cartographie, tableau, graphique, vidéo, rapport, schéma
- **Format de l'indice** : interactif
- **Fréquence de la mise à jour** : non communiquée
- **Dernière mise à jour** : 2021
- **Historique des données** : oui
- **Disponibilité de la méthodologie** : oui, disponible [ici](#) pour le baromètre Union européenne par exemple
- **Disponibilité des résultats de l'évaluation** : oui, disponible [ici](#)
- **Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption** : oui

MÉTHODOLOGIE :

- **Analyse sectorielle** : tous les secteurs d'activités
- **Couverture géographique** : tous les continents
- **Nombre d'États et de territoires évalués** : 119
- **Approche statistique retenue** : perception menant à des estimations
- **Technique d'enquête** : sondage auprès de la population
- **Échelle de notation** : non
- **Population interrogée** : oui
- **Catégorie de population interrogée** : toutes les catégories socioprofessionnelles
- **Nombre de personnes interrogées** : 162 136
- **Utilisation de sources de données externes** : non
- **Description de la méthode** : l'indice utilise les deux méthodes suivantes : entretiens personnels par ordinateur (CAPI) ou par « papier-crayon » (PAPI), entretiens téléphoniques assistés par ordinateur (CATI).

Pour chaque méthode, un échantillon stratifié à probabilité aléatoire a été sélectionné dans chaque État en prenant en compte la taille et la densité de la population, les régions et le niveau d'urbanisation, pour s'assurer

de couvrir intégralement chaque État. Le baromètre mondial et les baromètres régionaux sont construits avec cette même méthode. Cependant, les questions peuvent changer en fonction de la région pour tenir compte des spécificités culturelles. La méthodologie est détaillée pour chaque baromètre.

- **Méthode de calcul** : statistiques établies à la suite des réponses aux enquêtes réalisées auprès de la population

PLUS DE PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS RELATIFS À LA CORRUPTION (EXEMPLES DE QUESTIONS, DÉTAILS SUR LES CRITÈRES PRIS EN COMPTE, ETC.) :

Sources : sondage du baromètre mondial (2017) : sondage du baromètre régional Pacifique (2021), sondage régional Union-Européenne (2021)

- à votre avis, au cours de l'année écoulée, le niveau de corruption dans votre pays a-t-il augmenté, diminué ou est resté le même ?
- si vous avez déjà payé un pot-de-vin, l'avez-vous signalé à un fonctionnaire ou à l'autorité compétente ?
- laquelle des situations suivantes s'est produite la dernière fois que vous avez signalé un incident de corruption ?
 - les autorités ont pris des actions contre les fonctionnaires impliqués ;
 - vous avez subi des représailles ou d'autres conséquences négatives pour avoir signalé l'incident.
- à quelle fréquence avez-vous dû payer un pot-de-vin, faire un cadeau ou rendre service à un enseignant ou fonctionnaire de l'école pour obtenir les services dont vous aviez besoin dans l'école ?
- à quelle fréquence avez-vous dû payer un pot-de-vin, faire un cadeau, ou rendre service à un professionnel de santé ou au personnel d'une clinique ou d'un hôpital pour obtenir les soins médicaux dont vous aviez besoin ?
- à quelle fréquence avez-vous dû payer un pot-de-vin, faire un cadeau ou rendre service à un agent de police afin d'obtenir l'aide dont vous aviez besoin, ou pour éviter un problème comme une amende ou une arrestation ?
- selon vous, dans quelle mesure le gouvernement actuel gère-t-il bien ou mal la lutte contre la corruption dans l'administration, ou n'êtes-vous pas suffisamment informé pour vous prononcer ?

POINT DE VIGILANCE :

- La fréquence de mise à jour du baromètre mondial n'est pas communiquée.



**2. INDICES
INTÉGRANT LE
RISQUE DE
CORRUPTION
D'UNE ZONE
GEOGRAPHIQUE
DANS LEURS
COMPOSANTES**

FICHE PRATIQUE N°8 - AFROBAROMETER (BAROMÈTRE RÉGIONAL – AFRIQUE)

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- **Nom de l'indice** : [Afrobarometer](#)
- **Date de création de l'indice** : 1974
- **Informations sur l'organisme** : [Afrobarometer](#) est une organisation à but non lucratif panafricaine d'origine ghanéenne
- **Catégorie de corruption entrant dans le champ de l'étude** : corruption publique

CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE :

- **Type d'indice** : indice simple
- **Langue** : anglais
- **Thématique** : démocratie et gouvernance, dont une partie concerne la corruption
- **Accessibilité de l'indice** : gratuit
- **Accessibilité des données de l'indice** : données téléchargeables facilement
- **Représentations graphiques** : tableaux, graphiques, articles
- **Format de l'indice** : statique
- **Fréquence de la mise à jour** : tous les 2 ans
- **Dernière mise à jour** : 2021
- **Historique des données** : oui
- **Disponibilité des résultats de l'évaluation** : oui, disponible [ici](#)
- **Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption** : oui

MÉTHODOLOGIE :

- **Analyse sectorielle** : secteur public
- **Couverture géographique** : Afrique
- **Nombre d'États et de territoires évalués** : 34
- **Approche statistique retenue** : perception
- **Technique d'enquête** : sondage auprès de la population
- **Disponibilité de la méthodologie** : oui, disponible [ici](#)
- **Échelle de notation** : non
- **Population interrogée** : oui
- **Catégorie de population interrogée** : toutes les catégories socioprofessionnelles
- **Nombre de personnes interrogées** : 23 248
- **Utilisation de sources de données externes** : non
- **Description de la méthode** : l'échantillon par État est sélectionné en prenant en compte la population des États d'Afrique et les disparités régionales (aires urbaines, rurales, etc.) et sectorielles afin d'être le plus représentatif possible. La population est sélectionnée de façon aléatoire. Des entretiens sont menés en face à face.
- **Méthode de calcul** : statistiques sur la perception de la corruption dans le secteur public par la population de certains États d'Afrique à la suite des réponses au sondage réalisé auprès de la population.

PLUS DE PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS RELATIFS À LA CORRUPTION (EXEMPLES DE QUESTIONS, DÉTAILS SUR LES CRITÈRES PRIS EN COMPTE, ETC.) :

Source : Sondage Afrobarometer : [questionnaires](#)

- 33 - les médias devraient-ils constamment enquêter et publier des informations sur la corruption ?
- 42 - selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'êtes-vous pas suffisamment informé pour vous prononcer ? (Président, fonctionnaires de police, parlementaires, etc.)
- 43A - le niveau de corruption a-t-il augmenté, diminué ou stagné dans ce pays pendant l'année écoulée ?
- 43B - les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur ou risquent-ils des représailles s'ils parlent ?

POINTS DE VIGILANCE :

- L'indice mesure seulement la perception par des individus du phénomène corruptif en Afrique.

FICHE PRATIQUE N°9 - ASIANBAROMETER (BAROMÈTRE RÉGIONAL – ASIE)

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- Nom de l'indice : [Asian Barometer Suvey \(ABS\)](#)
- Date de création de l'indice : 1971
- Informations sur l'organisme : [National Taiwan University](#) est une université publique taïwanaise.
- Catégorie de corruption entrant dans le champ de l'étude : corruption publique

CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE :

- **Type d'indice** : indice simple
- **Langues** : chinois, anglais
- **Thématique** : démocratie, gouvernance et développement, dont une partie concerne la corruption
- **Accessibilité de l'indice** : gratuit sur demande, toutefois certaines données ne sont pas accessibles
- **Accessibilité des données de l'indice** : données téléchargeables facilement
- **Représentations graphiques** : rapports, articles
- **Format de l'indice** : statique
- **Fréquence de la mise à jour** : environ tous les 3 ans, les États ne sont pas tous évalués simultanément
- **Dernière mise à jour** : 2022
- **Historique des données** : oui
- **Disponibilité des résultats de l'évaluation** : oui, disponible [ici](#) (sur demande)
- **Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption** : non communiqué

MÉTHODOLOGIE :

- **Analyse sectorielle** : secteur public
- **Couverture géographique** : Asie
- **Nombre d'États et de territoires évalués** : 18
- **Approche statistique retenue** : perception
- **Technique d'enquête** : sondage auprès de la population
- **Disponibilité de la méthodologie** : oui, disponible [ici](#)
- **Échelle de notation** : non
- **Population interrogée** : oui
- **Catégorie de population interrogée** : toutes les catégories socioprofessionnelles
- **Nombre de personnes interrogées** : le nombre varie par État ou territoire
- **Utilisation de sources de données externes** : non
- **Description de la méthode** : le réseau est constitué d'équipes de recherche de treize systèmes politiques d'Asie de l'Est (Japon, Mongolie, Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong, Chine, Philippines, Thaïlande, Vietnam, Cambodge, Singapour, Malaisie et Indonésie) et de cinq États d'Asie du Sud (Inde, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka et Népal). L'échantillon peut être sélectionné selon plusieurs méthodes en fonction des États évalués.
- **Méthode de calcul** : statistiques sur la perception de la corruption dans le secteur public par la population de certains États d'Asie à la suite des réponses au sondage réalisé auprès de la population.

PLUS DE PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS RELATIFS À LA CORRUPTION (EXEMPLES DE QUESTIONS, DÉTAILS SUR LES CRITÈRES PRIS EN COMPTE, ETC.) :

Source : rapport Asian Barometer Survey pour Singapour : [rapport](#)

- La politique est-elle propre et exempte de corruption ?
Analyse des critères suivants :
 - Pas d'éducation formelle
 - Primaire/élémentaire incomplet
 - Primaire/élémentaire complet
 - Secondaire/lycée incomplet :
 - enseignement de type technique/professionnel
 - Secondaire/lycée complet :
 - Enseignement de type technique/professionnel
 - Études universitaires partielles
 - Formation universitaire complète
 - Diplôme postuniversitaire

POINT DE VIGILANCE :

- L'indice mesure seulement la perception par des individus du phénomène corruptif en Asie.

FICHE PRATIQUE N°10 - BERD / BANQUE MONDIALE : BUSINESS ENVIRONMENT AND ENTERPRISE PERFORMANCE SURVEY (BEEPS)

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- **Nom de l'indice** : [Business Environment and Enterprise Performance Survey \(BEEPS\)](#)
- **Date de création de l'indice** : 1999
- **Informations sur l'organisme** : la [Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement \(BERD\)](#) et la [Banque mondiale](#) sont des institutions financières, européenne et internationale, d'aide au développement
- **Catégories de corruption entrant dans le champ de l'étude** : corruption, prise illégale d'intérêts, favoritisme, détournements de fonds publics

CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE :

- **Type d'indice** : indice simple
- **Langue** : anglais
- **Thématique** : environnement des entreprises, notamment l'accès au financement, les infrastructures, la concurrence et les mesures de performance, la corruption, et la criminalité,
- **Accessibilité de l'indice** : gratuit
- **Accessibilité des données de l'indice** : données téléchargeables facilement
- **Représentation graphique** : tableaux
- **Format de l'indice** : statique
- **Fréquence de la mise à jour** : annuelle
- **Dernière mise à jour** : 2020
- **Historique des données** : oui
- **Disponibilité des résultats de l'évaluation** : oui, disponible [ici](#)
- **Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption** : oui

MÉTHODOLOGIE :

- **Analyse sectorielle** : secteur privé
- **Couverture géographique** : Europe de l'Est, Asie centrale
- **Nombre d'États et de territoires évalués** : 41
- **Approche statistique retenue** : estimation
- **Technique d'enquête** : sondage auprès des entreprises privées
- **Disponibilité de la méthodologie** : oui, disponible [ici](#)
- **Échelle de notation** : de -2,5 (extrêmement corrompu) à 2,5 (corruption inexistante)
- **Population interrogée** : oui
- **Catégories de population interrogée** : dirigeants et cadres supérieurs
- **Nombre de personnes interrogées** : 28 000 entreprises privées
- **Utilisation de sources de données externes** : non
- **Description de la méthode** : échantillonnage aléatoire stratifié utilisé. Toutes les unités de population sont regroupées au sein de groupes homogènes et des échantillons aléatoires simples sont sélectionnés dans chaque groupe.

Cette méthode permet d'établir des estimations pour chacune des strates avec un niveau de précision déterminé. Les critères du BEEPS sont la taille de l'entreprise, le secteur d'activité et la région géographique au sein d'un État. Questionnaire envoyé aux dirigeants et cadres supérieurs des entreprises et entretiens menés en face à face. 1 200 à 1 800 entretiens réalisés dans les grandes entreprises, 360 dans les entreprises de taille moyenne et 150 dans les petites entreprises.

- **Méthode de calcul** : statistiques réalisées à la suite des réponses au sondage et menant à des estimations.

PLUS DE PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS RELATIFS À LA CORRUPTION (EXEMPLES DE QUESTIONS, DÉTAILS SUR LES CRITÈRES PRIS EN COMPTE, ETC.) :

Source : Banque mondiale : *Entreprise survey* : [questionnaire](#)

- J.1 - êtes-vous fortement en désaccord, plutôt en désaccord, plutôt d'accord ou fortement d'accord avec l'affirmation suivante: « Le système judiciaire est juste, impartial et non corrompu »
- J.3 - quel est le nombre moyen d'inspections ou de documents requis par l'administration fiscale, et un paiement ou cadeau a-t-il été requis durant ces visites ?
- J.5 - lors de l'une de ces inspections ou réunions, un cadeau ou un paiement informel était-il attendu ou demandé ?
- J.6 - lorsque des établissements font des affaires avec le gouvernement, quel pourcentage de la valeur du contrat est généralement payé en paiements informels ou en cadeaux pour obtenir le contrat ?

POINT DE VIGILANCE :

- L'indice vise seulement les dirigeants du secteur privé en Europe de l'Est et en Asie Centrale.

FICHE PRATIQUE N°11 - BERTELSMANN STIFTUNG : TRANSFORMATION INDEX (BTI)

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- **Nom de l'indice** : [Bertelsmann Stiftung's Transformation Index \(BTI\)](#)
- **Date de création de l'indice** : 2006
- **Informations sur l'organisme** : [Bertelsmann Stiftung](#) est une fondation privée de droit allemand
- **Catégories de corruption entrant dans le champ de l'étude** : corruption publique, prise illégale d'intérêts, favoritisme, détournement de fonds publics

CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE :

- **Type d'indice** : indice simple
- **Langues** : allemand, anglais
- **Thématique** : transformation démocratique, économique et politique des États membres de l'Union européenne et de l'OCDE, dont une partie concerne la corruption
- **Accessibilité de l'indice** : gratuit
- **Accessibilité des données de l'indice** : données téléchargeables facilement
- **Représentations graphiques** : cartographie, rapports, tableaux, graphiques, articles
- **Format de l'indice** : interactif
- **Fréquence de la mise à jour** : tous les deux ans
- **Dernière mise à jour** : 2022
- **Historique des données** : oui
- **Disponibilité des résultats de l'évaluation** : oui, disponible [ici](#)
- **Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption** : oui

MÉTHODOLOGIE :

- **Analyse sectorielle** : tous les secteurs d'activité
- **Couverture géographique** : tous les continents
- **Nombre d'États et de territoires évalués** : 137
- **Approche statistique retenue** : perception
- **Technique d'enquête** : évaluation à dire d'expert
- **Disponibilité de la méthodologie** : oui, disponible [ici](#)
- **Échelle de notation** : oui
- **Population interrogée** : oui
- **Catégorie de population interrogée** : experts nationaux
- **Nombre de personnes interrogées** : 269
- **Utilisation de sources de données externes** : non
- **Description de la méthode** : l'indice comprend trois sous-indices : la gouvernance, la transformation économique et la transformation politique. Des experts nationaux sont sélectionnés par Bertelsmann Stiftung pour évaluer les États. L'évaluation est réalisée par un premier expert sur la base des réponses à 52 questions réparties selon 17 critères. Un deuxième expert examine ensuite les évaluations du premier expert.

Une cohérence est assurée en soumettant chacune des notes individuelles attribuées par État à des processus de calibrage régionaux et interrégionaux.

- **Méthode de calcul** : calcul de la moyenne des résultats totaux donnés par les experts puis classement par État.

PLUS DE PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS RELATIFS À LA CORRUPTION (EXEMPLES DE QUESTIONS, DÉTAILS SUR LES CRITÈRES PRIS EN COMPTE, ETC.) :

Source : *Index* : Section *Democracy* - 3 : *Rule of Law* :

- Q3.3 - poursuite des abus de position/fonctions : les titulaires de charge publique qui abusent de leur position sont-ils poursuivis ou punis ?

Section *Governance* - 15 : *Resource Efficiency* :

- Q15.3 - politique anti-corruption : dans quelle mesure le gouvernement combat-il efficacement la corruption ?

La liste complète des questions est disponible [ici](#).

POINT DE VIGILANCE :

- L'indice mesure seulement la perception par des individus du phénomène corruptif.

FICHE PRATIQUE N°12 - BERTELSMANN STIFTUNG : SUSTAINABLE GOVERNANCE INDICATORS (SGI)

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- **Nom de l'indice** : [Sustainable Governance Indicators \(SGI\)](#)
- **Date de création de l'indice** : 2009
- **Informations sur l'organisme** : [Bertelsmann Stiftung](#) est une fondation privée de droit allemand
- **Catégories de corruption entrant dans le champ de l'étude** : corruption publique, prise illégale d'intérêts, favoritisme, détournement de fonds publics

CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE :

- **Type d'indice** : indice simple
- **Langues** : allemand, anglais
- **Thématique** : gouvernance durable des États membres de l'Union européenne et de l'OCDE, dont une partie concerne la corruption
- **Accessibilité de l'indice** : gratuit
- **Accessibilité des données de l'indice** : données téléchargeables facilement
- **Représentations graphiques** : cartographie, rapports, tableaux, graphiques, articles
- **Format de l'indice** : interactif
- **Fréquence de la mise à jour** : non communiquée
- **Dernière mise à jour** : 2020
- **Historique des données** : oui
- **Disponibilité des résultats de l'évaluation** : oui, disponible [ici](#)
- **Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption** : oui

MÉTHODOLOGIE :

- **Analyse sectorielle** : tous les secteurs d'activité
- **Couverture géographique** : tous les continents
- **Nombre d'États et de territoires évalués** : 41
- **Approche statistique retenue** : perception
- **Technique d'enquête** : évaluations à dire d'expert
- **Disponibilité de la méthodologie** : oui, disponible [ici](#)
- **Échelle de notation** : oui
- **Population interrogée** : oui
- **Catégorie de population interrogée** : experts nationaux
- **Nombre de personnes interrogées** : 269
- **Utilisation de sources de données externes** : non
- **Description de la méthode** : l'indice est construit à l'aide d'une sélection de différentes sources de données par Bertelsmann Stiftung, complété par l'analyse qualitative d'experts nationaux reconnus. La combinaison des évaluations qualitatives des experts et des données quantitatives sélectionnées constitue la structure de l'enquête. Afin d'agréger les indicateurs en indices composites, les indicateurs quantitatifs (qui utilisent des échelles et des unités de mesure différentes) sont normalisés par une transformation linéaire.

Des séries de données à long terme ont été utilisées pour fixer des valeurs minimales et maximales appropriées et calculer des résultats de 1 (le pire) à 10 (le meilleur).

- **Méthode de calcul** : calcul de la moyenne des résultats obtenus par État.

PLUS DE PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS RELATIFS À LA CORRUPTION (EXEMPLES DE QUESTIONS, DÉTAILS SUR LES CRITÈRES PRIS EN COMPTE, ETC.) :

Source : *Index Partie 4 - Qualité de la démocratie*

Sous-partie : prévention de la corruption

- D4.4 : dans quelle mesure les titulaires de fonctions publiques sont-ils empêchés d'abuser de leur position pour des intérêts privés ?

La liste complète des questions est disponible [ici](#).

POINT DE VIGILANCE :

- L'indice mesure seulement la perception par des individus du phénomène corruptif.

FICHE PRATIQUE N°13 - FCPA BLOG : FCPA TRACKER

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- **Nom de l'indice** : [FCPA Tracker](#)
- **Date de création de l'indice** : 2021
- **Informations sur l'organisme** : [FCPA Blog](#) est une entreprise privée de droit américain
- **Catégorie de corruption entrant dans le champ de l'étude** : corruption publique d'agents publics étrangers

CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE :

- **Type d'indice** : indice simple
- **Langue** : anglais
- **Thématique** : divulgation publique des enquêtes liées à la loi américaine Foreign Corrupt Practice Act (FCPA)
- **Accessibilité de l'indice** : gratuit
- **Accessibilité des données de l'indice** : données téléchargeables facilement
- **Représentation graphique** : rapport
- **Format de l'indice** : statique
- **Fréquence de la mise à jour** : quotidienne
- **Dernière mise à jour** : 2022
- **Historique des données** : oui
- **Disponibilité des résultats de l'évaluation** : oui, disponible [ici](#)
- **Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption** : non communiqué

MÉTHODOLOGIE :

- **Analyse sectorielle** : tous les secteurs d'activité
- **Couverture géographique** : tous les continents
- **Approche statistique retenue** : description
- **Technique d'enquête** : agrégation de sources de données
- **Disponibilité de la méthodologie** : non
- **Échelle de notation** : non
- **Population interrogée** : non
- **Utilisation de sources de données externes** : oui
- **Description de la méthode** : l'outil recherche et analyse les divulgations publiques relatives aux enquêtes liées au FCPA. Il s'appuie exclusivement sur des documents de source primaire (premier support relatant une information jusque-là inédite), comme les documents déposés auprès de la SEC, les déclarations des entreprises et les communiqués des autorités compétentes. FCPA Tracker ne s'appuie pas sur les médias ou les rapports de presse.

POINT DE VIGILANCE :

- L'indice se concentre uniquement sur les divulgations publiques des enquêtes liées au Foreign Corrupt Practice Act (FCPA).

FICHE PRATIQUE N°14 - GLOBAL INITIATIVE : GLOBAL ORGANIZED CRIME INDEX

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- **Nom de l'indice** : [Global Organized Crime Index](#)
- **Date de création de l'indice** : 2021
- **Informations sur l'organisme** : [Global Initiative Against Transnational Organized Crime \(GI-TOC\)](#) est une organisation non gouvernementale de nationalité suisse
- **Catégorie de corruption entrant dans le champ de l'étude** : corruption

CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE :

- **Type d'indice** : indice composite
- **Langues** : anglais, espagnol, français, arabe
- **Thématique** : niveau de la criminalité organisée, dont une partie concerne la corruption
- **Accessibilité de l'indice** : gratuit
- **Accessibilité des données de l'indice** : données téléchargeables facilement
- **Représentations graphiques** : rapport, articles, cartographie, graphiques, schémas, vidéos
- **Format de l'indice** : interactif
- **Fréquence de la mise à jour** : non communiquée
- **Dernière mise à jour** : 2021
- **Historique des données** : non (indice récent)
- **Disponibilité des résultats de l'évaluation** : oui, disponible [ici](#) et [ici](#)
- **Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption** : non communiqué

MÉTHODOLOGIE :

- **Analyse sectorielle** : tous les secteurs d'activité
- **Couverture géographique** : tous les continents
- **Nombre d'États et de territoires évalués** : 193
- **Approche statistique retenue** : perception menant à des estimations
- **Technique d'enquête** : agrégation d'évaluations à dire d'expert et de sources de données
- **Disponibilité de la méthodologie** : oui, disponible [ici](#)
- **Échelle de notation** : de 1 à 10
- **Population interrogée** : oui
- **Catégorie de population interrogée** : population, experts du monde entier, observatoires régionaux du GI-TOC
- **Nombre de personnes interrogées** : plus de 350 experts
- **Utilisation de sources de données externes** : oui
- **Description de la méthode** : l'indice comprend les deux indicateurs composites suivants :
 - un indicateur relatif au niveau de criminalité organisée des États, sur une échelle de 1 à 10 (du niveau le plus bas au niveau le plus élevé de criminalité organisée), fondé sur deux sous-composants :
 - la structure et l'influence des acteurs de la criminalité (les groupes de types mafieux incluant les milices et les groupes de guérilla principalement financés par des activités illicites, les réseaux criminels, les acteurs intégrés à l'État et les acteurs étrangers) ;

- la prévalence des marchés criminels (les considérations sur leurs valeurs et ampleurs) ;
- o un indicateur relatif au niveau de résilience face à la criminalité organisée des États, sur une échelle de 1 à 10 (du niveau le plus bas au niveau le plus élevé de résilience), ayant pour but d'évaluer les mécanismes de défense des États face à la criminalité organisée et qui est fondé sur plusieurs sous-composants, notamment la transparence et la responsabilité du gouvernement, le système judiciaire et de détention, l'intégrité territoriale, la capacité de réglementation économique, etc.

Par ailleurs, l'indice est construit à l'aide d'une sélection de différentes sources de données par l'organisme GI-TOC, complété par 350 évaluations à dire d'expert ainsi que par les observatoires régionaux de GI-TOC. Les données ont été analysées et vérifiées par l'organisme et la sélection des experts a été réalisée en fonction de leurs connaissances sur le sujet.

➤ **Méthode de calcul :**

- o l'indicateur de criminalité organisée : les experts ont été en charge de noter chaque État sur une échelle de 1 à 10 (influence faible à inexistante, influence modérée, influence significative, influence importante) pour chaque sous-composant (marchés criminels, acteurs de la criminalité). Les notes sont ensuite pondérées ;
- o l'indicateur de résilience : un premier groupe d'experts a noté chaque État de 1 à 10 (résilience inexistante ou extrêmement inefficace, moyennement efficace, assez efficace, très efficace). Les notes ont ensuite été vérifiées par un second groupe d'experts spécialisés par thématique, puis validées par un groupe d'experts régionaux externes spécialisés. Les notes sont ensuite pondérées.

PLUS DE PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS RELATIFS À LA CORRUPTION (EXEMPLES DE QUESTIONS, DÉTAILS SUR LES CRITÈRES PRIS EN COMPTE, ETC.) :

➤ *Source : [questions \(en français\)](#) - Exemples de questions posées pour chaque indicateur :*

- comment les paiements de corruption liés à ce marché sont-ils structurés ? À quel niveau de l'appareil d'État les paiements constitutifs de corruption sont-ils effectués ?
- l'interaction des groupes de type mafieux avec l'État dans le cadre des activités criminelles des premiers est-elle faible, modérée ou significative ? Existe-t-il des preuves d'une corruption à grande échelle entre la mafia et l'État ? Les acteurs étatiques sont-ils menacés par des groupes mafieux ?

POINTS DE VIGILANCE :

- L'organisme GI-TOC indique dans son rapport 2021 que « *la corruption n'est pas incluse en tant que marché criminel autonome, mais est considérée dans l'Indice comme un facteur aggravant lors de la définition des scores pour chacun des 10 marchés criminels. En outre, elle est prise en compte dans les composantes « Acteurs de la Criminalité et Résilience » de l'Indice en tant que thème transversal* ».

FICHE PRATIQUE N°15 - QUALITY OF GOVERNMENT INSTITUTE : EUROPEAN QUALITY OF GOVERNMENT INDEX

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- **Nom de l'indice** : [European Quality of Government Index](#)
- **Date de création de l'indice** : 2010
- **Informations sur l'organisme** : [Quality of Government \(QoG\) Institute](#) est un institut de recherche indépendant de l'Université de Göteborg, Suède
- **Catégories de corruption entrant dans le champ de l'étude** : corruption publique, prise illégale d'intérêts, favoritisme, détournement de fonds publics

CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE⁵ :

- **Type d'indice** : indice composite
- **Langue** : anglais
- **Thématique** : qualité des pouvoirs publics dans l'Union européenne (santé, éducation, sécurité), dont une partie concerne la corruption
- **Accessibilité de l'indice** : gratuit
- **Accessibilité des données de l'indice** : données téléchargeables facilement
- **Représentations graphiques** : cartographie, tableaux, rapports
- **Format de l'indice** : interactif
- **Fréquence de la mise à jour** : non communiquée
- **Dernière mise à jour** : 2021
- **Historique des données** : oui, disponible [ici](#) depuis 2010
- **Disponibilité des résultats de l'évaluation** : oui, disponible [ici](#)
- **Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption** : non communiqué

MÉTHODOLOGIE :

- **Analyse sectorielle** : secteur public
- **Couverture géographique** : Union européenne (ainsi que trois autres États en 2013 : Royaume-Uni, Serbie, Turquie)
- **Nombre d'États et de territoires évalués** : 30 (et 210 régions)
- **Approche statistique retenue** : perception
- **Technique d'enquête** : enquête d'opinion
- **Disponibilité de la méthodologie** : oui, disponible [ici](#) et [ici](#)
- **Échelle de notation** : oui
- **Population interrogée** : oui
- **Catégorie de population interrogée** : toutes les catégories sociales professionnelles
- **Nombre de personnes interrogées** : 129 000
- **Utilisation de sources de données externes** : oui

⁵ Charron, Nicholas, Victor Lapuente, Monika Bauhr & Paola Annoni. 2022. Change and Continuity in Quality of Government: Trends in subnational quality of government in EU member states. *Investigaciones Regionales-Journal of Regional Research*, 2022(53), 5-23.

- **Liste des sources de données utilisées par l'indice** : l'indice en 2021 a été calculé à l'aide de différentes sources de données provenant d'institutions internationales, d'organisations et d'autres acteurs, par exemple :
 - [Banque mondiale : Indicateurs de gouvernance mondiaux : contrôle de la corruption](#)
- **Description de la méthode** : l'indice permet de calculer un score national et un score régional de gouvernance. Le score national est calculé à partir d'une agrégation de sources de données (incluant les critères des indicateurs de gouvernance mondiale de la Banque mondiale). Le score régional est calculé à partir d'une enquête d'opinion réalisée pour cet indice auprès de la population par région, par État. La méthode d'échantillonnage choisie pour ces données est l'échantillonnage aléatoire simple. Les réponses, enregistrées à l'aide d'entretiens téléphoniques assistés par ordinateur, ont été pondérées au niveau individuel après avoir été agrégées, par des pondérations post-stratification, fondées sur le sexe, l'éducation et l'âge, afin de mieux garantir la représentativité. À noter que l'indice s'est construit en quatre grandes phases (195 répondants en 2010, 400 répondants en 2013 et 400 à 450 répondants en 2017). L'indice propose également une comparaison par région pour suivre les tendances dans le temps.
- **Méthode de calcul** : résultats et statistiques sur la perception de la corruption dans le secteur public par la population à la suite des réponses issues d'une agrégation de sources de données et d'une enquête d'opinion réalisée auprès de la population.

PLUS DE PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS RELATIFS À LA CORRUPTION (EXEMPLES DE QUESTIONS, DÉTAILS SUR LES CRITÈRES PRIS EN COMPTE, ETC.) :

Source : *Index - Exemples de questions* :

- question n°14 - la corruption est-elle répandue dans le système scolaire public local de ma région ? ;
- question n°15 - la corruption est-elle répandue dans le système public de soins de santé de ma région ? ;
- question n°16 - la corruption est-elle répandue dans les forces de police de ma région ? ;
- question n°17 : les gens s'engagent dans la corruption pour différentes raisons. En réfléchissant aux raisons pour lesquelles les gens se livrent à la corruption dans votre région, dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants ?
 - question n°17_1 - dans ma région, les gens doivent recourir à une forme de corruption pour obtenir des services publics de base ;
 - question n°17_2 - dans ma région, la corruption est utilisée pour avoir accès à des privilèges spéciaux injustes et à la richesse.

Toutes les réponses aux questions s'appuient sur une échelle allant de 1 (pas d'accord) à 10 (entièrement d'accord).

POINT DE VIGILANCE :

- L'indice mesure seulement la perception par des individus du phénomène corruptif dans le secteur public et au sein de l'Union européenne.

FICHE PRATIQUE N°16 - LATINOBAROMETRO (BAROMÈTRE RÉGIONAL – AMÉRIQUE LATINE)

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- **Nom de l'indice** : [Latinobarometro](#)
- **Date de création de l'indice** : 1995
- **Informations sur l'organisme** : [Latinobarometro](#) est une organisation privée à but non lucratif de droit chilien
- **Catégories de corruption entrant dans le champ de l'étude** : corruption publique, favoritisme, prise illégale d'intérêts

CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE :

- **Type d'indice** : indice simple
- **Langues** : anglais, espagnol
- **Thématique** : gouvernance, dont une partie concerne la corruption
- **Accessibilité de l'indice** : gratuit
- **Accessibilité des données de l'indice** : données téléchargeables facilement
- **Représentations graphiques** : tableaux, graphiques, articles
- **Format de l'indice** : statique
- **Fréquence de la mise à jour** : non communiquée
- **Dernière mise à jour** : 2020
- **Historique des données** : oui
- **Disponibilité des résultats de l'évaluation** : oui, disponible [ici](#)
- **Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption** : oui

MÉTHODOLOGIE :

- **Analyse sectorielle** : secteur public
- **Couverture géographique** : Amérique latine
- **Nombre d'États et de territoires évalués** : 18
- **Approche statistique retenue** : perception
- **Technique d'enquête** : sondage auprès de la population
- **Disponibilité de la méthodologie** : oui, disponible [ici](#)
- **Échelle de notation** : non
- **Population interrogée** : oui
- **Catégorie de population interrogée** : toutes les catégories socioprofessionnelles
- **Nombre de personnes interrogées** : 20 000
- **Utilisation de sources de données externes** : non
- **Description de la méthode** : l'échantillon par État est sélectionné en prenant en compte la population des États d'Amérique latine, les disparités régionales (aires urbaines, rurales, etc.) et sectorielles, afin d'être le plus représentatif possible. La population est sélectionnée de façon aléatoire. Des entretiens sont menés en face à face avec la population.
- **Méthode de calcul** : résultats et statistiques sur la perception de la corruption dans le secteur public par la population de certains États d'Amérique latine à la suite des réponses au sondage réalisé auprès de la population.

PLUS DE PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS RELATIFS À LA CORRUPTION (EXEMPLES DE QUESTIONS, DÉTAILS SUR LES CRITÈRES PRIS EN COMPTE, ETC.) :

Source : Sondage Latinobarometro : [questionnaires](#)

- P20 - êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : il est possible d'éradiquer la corruption politique.
- P68 - avez-vous été témoin d'un acte de corruption dans les douze derniers mois ?
- P69 - selon vous, dans l'année passée, le niveau de corruption a-t-il beaucoup augmenté, un peu augmenté, stagné, diminué, ou beaucoup diminué ?
- P70 - dans quelle mesure croyez-vous que la corruption a diminué au sein des institutions étatiques ?
- P71 - parmi les personnes suivantes, lesquelles pensez-vous être impliquées dans des actes de corruption ? (Président, fonctionnaires de police, parlementaires, etc.)

POINT DE VIGILANCE :

- L'indice mesure seulement la perception par des individus du phénomène corruptif en Amérique latine.

FICHE PRATIQUE N°17 - OCDE : PUBLIC INTEGRITY INDICATORS (PII)

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- **Nom de l'indice** : [Public integrity indicators \(PII\)](#)
- **Date de création de l'indice** : 2021, toujours en cours de construction
- **Informations sur l'organisme** : l'[Organisation de coopération et de développement économiques \(OCDE\)](#) est une organisation internationale œuvrant pour l'amélioration des politiques publiques
- **Catégories de corruption entrant dans le champ de l'étude** : corruption publique, prise illégale d'intérêts, favoritisme, détournement de fonds publics

CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE :

- **Type d'indice** : indice simple
- **Langue** : anglais
- **Thématique** : résistance des gouvernements aux risques de corruption et de manquements à l'intégrité publique
- **Accessibilité de l'indice** : gratuit
- **Accessibilité des données de l'indice** : données téléchargeables facilement
- **Représentation graphique** : cartographie
- **Format de l'indice** : interactif
- **Fréquence de la mise à jour** : non communiquée
- **Dernière mise à jour** : outil créé en 2021
- **Historique des données** : non
- **Disponibilité des résultats de l'évaluation** : oui, disponible [ici](#)
- **Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption** : non communiqué

MÉTHODOLOGIE :

- **Analyse sectorielle** : tous les secteurs d'activité
- **Couverture géographique** : tous les continents
- **Nombre d'États évalués** : États membres de l'OCDE
- **Approche statistique retenue** : perception
- **Technique d'enquête** : agrégation de sources de données
- **Disponibilité de la méthodologie** : oui, disponible [ici](#)
- **Échelle de notation** : non
- **Population interrogée** : non
- **Nombre de personnes interrogées** : 269
- **Utilisation de sources de données externes** : non
- **Description de la méthode** : les indicateurs combinent des sous-indicateurs relatifs aux procédures institutionnelles minimales pour l'indépendance ou à l'intégrité des acteurs essentiels du système ; des sous-indicateurs plus orientés vers les résultats s'appuient sur des données administratives et des enquêtes.
- **Méthode de calcul** : non communiqué

POINT DE VIGILANCE :

- L'indice est récent et encore en cours de développement.

FICHE PRATIQUE N°18 - WORLD JUSTICE PROJECT: RULE OF LAW INDEX

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

- **Nom de l'indice** : [WJP Rule of Law Index 2021 \(Indice de l'état de droit\)](#)
- **Date de création de l'indice** : 2010
- **Informations sur l'organisme** : [World Justice Project \(WJP\)](#) est une organisation à but non lucratif d'origine américaine
- **Catégorie de corruption entrant dans le champ de l'étude** : corruption publique

CARACTERISTIQUES DE L'INDICE :

- **Type d'indice** : indice simple
- **Langue** : anglais
- **Thématique** : adhésion et respect par les États et territoires du principe de l'état de droit, comment il se vit et se perçoit à travers le monde, une partie concerne la corruption
- **Accessibilité de l'indice** : gratuit
- **Accessibilité des données de l'indice** : données téléchargeables facilement
- **Représentations graphiques** : cartographie, rapports, tableaux, graphiques, articles
- **Format de l'indice** : interactif
- **Fréquence de la mise à jour** : non communiquée
- **Dernière mise à jour** : 2021
- **Historique des données** : oui
- **Disponibilité des résultats de l'évaluation** : seulement les résultats agrégés, [ici](#)
- **Indice utilisé par un ou plusieurs autre(s) indice(s) pour mesurer le risque de corruption** : oui

MÉTHODOLOGIE :

- **Analyse sectorielle** : tous les secteurs d'activité
- **Couverture géographique** : tous les continents
- **Nombre d'États et de territoires évalués** : 139
- **Approche statistique retenue** : perception
- **Technique d'enquête** : agrégation de sources de données
- **Disponibilité de la méthodologie** : oui, disponible [ici](#)
- **Échelle de notation** : de 0 (niveau le plus bas) à 1 (niveau le plus haut)
- **Population interrogée** : oui
- **Catégorie de population interrogée** : toutes les catégories sociales professionnelles
- **Nombre de personnes interrogées** : 4 200 experts / 13 800 ménages
- **Utilisation de sources de données externes** : non
- **Description de la méthode** : évaluation au moyen de 44 indicateurs répartis en 8 catégories
- **Méthode de calcul** : calcul de la moyenne des résultats totaux donnés par les experts puis classement par État

PLUS DE PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS RELATIFS À LA CORRUPTION (EXEMPLES DE QUESTIONS, DÉTAILS SUR LES CRITÈRES PRIS EN COMPTE, ETC.) :


Source : Enquête WJP Rule of law Index : [questionnaire](#)

Facteur 2 : absence de corruption

- 2.1 - identifier si les fonctionnaires du pouvoir exécutif se servent de leur fonction à des fins privées
- 2.2 - identifier si les fonctionnaires du pouvoir judiciaire se servent de leur fonction à des fins privées
- 2.3 - identifier si les fonctionnaires de police et les militaires se servent de leur fonction à des fins privées
- 2.4 - identifier si les fonctionnaires du pouvoir législatif se servent de leur fonction à des fins privées

POINT DE VIGILANCE :

- L'indice mesure seulement la perception par des individus du phénomène corruptif.



**3. LES RAPPORTS
D'ÉVALUATION
POUVANT ÊTRE
UTILES À
L'ANALYSE DU
RISQUE DE
CORRUPTION
D'UNE ZONE
GEOGRPAHIQUE**

3.1. Les rapports d'évaluation réalisés par des organisations internationales

→ Mécanisme d'examen de la Convention des Nations Unies contre la corruption (dite « Convention de Mérida ») :

- Source de données : sommaires exécutifs et, avec l'accord de l'Etat évalué, publication des rapports complets de l'examen de la mise en œuvre par État de la Convention des Nations Unies contre la corruption ;
- Objectif : évaluer le respect par chaque État membre de la Convention des Nations Unies contre la corruption des obligations issues de ladite Convention ;
- Description : le Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention de Mérida, adopté en 2009, permet aux États parties d'effectuer un examen mutuel de la mise en œuvre des obligations de la Convention. Les évaluateurs produisent un rapport, dont le sommaire exécutif est nécessairement publié en ligne, identifiant les forces et les faiblesses du dispositif et formulant des recommandations pour améliorer la mise en conformité avec la Convention.

→ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) :

- Source de données : rapports par État sur la mise en œuvre de la convention de lutte contre la corruption de l'OCDE ;
- Objectif : évaluer le respect par chaque État membre de l'OCDE des obligations issues de la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales de 1997 ;
- Description : l'OCDE évalue, à travers un groupe de travail composé d'experts de différents États, le respect des obligations de la Convention par l'État évalué et émet des recommandations pour améliorer sa conformité avec la Convention.

→ Groupe d'États contre la corruption (GRECO) :

- Source de données : rapport d'évaluation par État ;
- Objectif : évaluer le respect par chaque État membre du GRECO (composé de tous les États du Conseil de l'Europe et de plusieurs États tiers) des obligations issues de la Convention pénale sur la corruption du Conseil de l'Europe (1999) et des autres normes de référence du GRECO (Convention civile sur la corruption du Conseil de l'Europe, et différents principes directeurs et recommandations) ; le GRECO procède par cycles thématiques d'évaluation ;

- Description : le GRECO évalue, à travers un groupe de travail composé d'experts de différents États, le respect des obligations des conventions et sources de référence par les États membres et émet des recommandations pour améliorer leur mise en conformité avec la Convention. Les rapports d'évaluation initiale et de conformité sont publiés sur le site internet du GRECO, après leur adoption définitive en réunion plénière.

- ➔ **Groupe d'action financière (GAFI) :**
 - Source de données : [rapport d'évaluation par État](#) ;
 - Objectif : évaluer le respect par chaque juridiction membre du GAFI des obligations issues des Recommandations du GAFI sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
 - Description : le GAFI évalue, à travers le groupe d'examen de la coopération internationale composé d'experts de différents États, le respect de leurs obligations par ses membres et émet des conseils pour améliorer leur mise en conformité avec ses Recommandations.


3.2. Les rapports d'évaluation réalisés par d'autres organisations (ONG, instituts de recherche)

- **Transparency International (TI)** (organisation non gouvernementale internationale d'origine allemande dont l'objet est la lutte contre la corruption) :
 - Source de données : [Rapport Exporting Corruption](#) ;
 - Objectif : évaluer et classer des pays en fonction de la mise en œuvre active, modérée, limitée, faible ou de l'absence de mise en œuvre de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales ;
 - Description : le rapport établit un classement des 47 principaux pays exportateurs (représentant à eux seuls 84% des exportations mondiales) selon quatre catégories : application active, modérée, limitée, ou inexistante des normes internationales. Le choix des catégories s'appuie sur le nombre de procédures ouvertes et leur état d'avancement (enquête, action publique, jugement devenu définitif ou accord hors-procès). Plus une procédure est avancée, plus celle-ci rapporte de « points » à l'État évalué. L'ouverture d'une enquête vaut ainsi un « point », et le prononcé d'une sanction pécuniaire, si son montant est significatif, en vaut « dix ». Sur les 47 pays évalués, 43 sont parties à la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. Le rapport existe depuis 2005 et est désormais actualisé tous les deux ans. Sa dernière édition a été publiée le 11 octobre 2022 (les données couvrent la période de 2018 à 2021).

- **V-Dem Institute** (institut de recherche de droit suédois, financé par différentes organisations internationales) :
 - Source de données : [Varieties of democracy](#) ;
 - Objectif : évaluer la démocratie en tant que système de droit ;
 - Description : l'évaluation est conduite par des universitaires, chercheurs et experts qui se basent sur une importante agrégation de données pour analyser le respect de sept principes : électoral, libéral, participatif, délibératif, égalitaire, majoritaire et consensuel, dont une partie concerne la corruption.

- **International institute for management development school (IMD)** (institution académique de droit suisse) :
 - Source de données : [World Competitiveness Yearbook](#) ;
 - Objectif : évaluer la compétitivité des États et territoires ;

- Description: l'évaluation est conduite par des experts qui utilisent une multitude de critères, dont une partie concerne la corruption, pour examiner la manière dont le climat social, politique et économique d'un État affecte la compétitivité des entreprises. Une enquête est menée auprès des dirigeants et cadres supérieurs d'entreprises de différents États. L'IMD propose un classement des États et territoires basé sur ces données.



**4. LES OUTILS
COMPLÉMENTAIRES
POUVANT ÊTRE UTILES À
L'ANALYSE DU RISQUE DE
CORRUPTION D'UNE
ZONE GEOGRAPHIQUE**

Les ressources partagées ci-dessous s’inscrivent dans le thème du présent document et leur liste n’est pas exhaustive.

4.1. Les listes des États et des territoires non-coopératifs établis par des Etats ou des organisations internationales

→ **Administration fiscale française :**

- [Liste des États et territoires non coopératifs en matière fiscale](#)

→ **Conseil européen, Conseil de l’Union européenne :**

- [Liste de l’UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales - Consilium \(europa.eu\)](#)

→ **Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) :**

- [Liste des paradis fiscaux non coopératifs](#)

→ **Groupe d’actions financières (GAFI) :**

- [Liste des juridictions à haut risque et non coopératives](#)

4.2. Les listes de personnes et Etats objets de sanctions internationales

→ **Direction générale du Trésor :**

- [Sanctions économiques internationales](#)

→ **Union européenne :**

- [Liste des sanctions de l’Union européenne](#)

→ **Nations Unies :**

- [Conseil de sécurité des Nations Unies](#)

→ **Office of Foreign Assets Control (OFAC) :**

- [Liste des programmes de sanctions américains](#)

4.3. Autres outils réalisés par des organisations privées

- **Basel Institute on Governance** (fondation enregistrée en Suisse à but non lucratif) :
 - Source de données : [Basel Anti Money Laundering \(AML\) Index](#) ;
 - Objectif : évaluer et classer les pays en fonction de leur niveau d'exposition au risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;
 - Description : publié depuis 2012, l'indice composite utilise 18 sources de données provenant du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), de Transparency International, du Groupe de la Banque mondiale et du World Economic Forum. Ces sources sont classées dans cinq catégories afin de déterminer une note finale par juridiction : la qualité du cadre de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la corruption, la transparence financière et les standards, la transparence et la responsabilité publique et les risques juridiques et politiques.

- **Tax Justice Network (TJN)** (organisation non gouvernementale britannique) :
 - Source de données : [Financial Secrecy Index \(FSI\)](#) ;
 - Objectif : mettre en lumière les pratiques qui favorisent le secret bancaire et les paradis fiscaux et promouvoir une plus grande transparence financière à l'échelle internationale ;
 - Description : le Financial Secrecy Index (FSI), créé en 2009, évalue la transparence des politiques fiscales et des réglementations dans plus de 100 pays en se fondant sur des indicateurs tels que la qualité de la réglementation, l'accès aux informations financières, la collaboration internationale, etc. Le classement final est établi sur une échelle de 0 à 100, où 0 représente le plus haut niveau de transparence et de coopération fiscale et 100 le niveau le plus élevé de secret bancaire.

Glossaire et légendes

Toutes les définitions établies ci-dessous par l'Agence française anticorruption (AFA) sont à apprécier au sens du présent document.

A

➤ **Approche statistique descriptive :**

L'approche statistique descriptive vise à recueillir des observations portant sur des objets statistiques présentant une certaine propriété et à traduire ces observations par des nombres permettant d'obtenir des renseignements sur cette propriété. Le but de la statistique descriptive est de structurer et représenter l'information contenue dans les données. La population est l'ensemble des sujets observés. Le caractère est la propriété étudiée sur ces objets.

➤ **Approche statistique par estimation :**

Une estimation est une évaluation approximative consistant à déterminer les caractéristiques ou le comportement d'une population à partir de résultats obtenus sur un ou plusieurs échantillons⁶.

Point de vigilance : l'échelle de l'échantillonnage n'est pas toujours égale à celle des résultats de l'étude. Des résultats sur un État entier peuvent être déduits d'après l'analyse d'une partie de sa population, parfois une seule région peut être interrogée ou être surreprésentée.

➤ **Approche statistique par perception :**

La perception est l'action de saisir, d'appréhender des faits par l'esprit, comme par exemple le fait d'avoir une perception nette ou confuse d'une situation⁷.

Point de vigilance : la perception est par nature subjective. Au sein d'une population, elle peut être influencée par des éléments extérieurs comme le traitement médiatique du sujet au moment de l'enquête (cela peut amplifier le ressenti de la population), ou les différences culturelles (perception de la corruption comme « positive » dans certains États). La perception des experts et des citoyens différera également en raison d'une connaissance inégale du sujet.

⁶ [Estimation | Dictionnaire de l'Académie française, 9e édition \(actuelle\)](#)

⁷ [Perception | Dictionnaire de l'Académie française, 9e édition \(actuelle\)](#)

➤ **Approche statistique prédictive :**

L'analyse prédictive, considérée comme un type d'exploration de données, est un domaine de l'analyse statistique qui extrait l'information à partir des données pour prédire les tendances futures et les motifs de comportement. Le cœur de l'analyse prédictive se fonde sur la capture des relations entre les variables explicatives et les variables expliquées, ou prédites, issues des occurrences passées, et l'exploitation de ces relations pour prédire les résultats futurs.

D

➤ **Donnée :**

Une donnée est une représentation d'une information sous une forme conventionnelle adaptée à son exploitation⁸.

E

➤ **Échelle de notation :**

La notation est une évaluation, par une institution spécialisée, du risque de corruption d'un État donnant une information codifiée⁹.

➤ **Évaluation à dire d'expert :**

Un expert désigne une personne qui, en raison de sa compétence dans un domaine spécifique, est désignée pour donner un avis technique¹⁰. Une évaluation à dire d'expert est une méthodologie qui consiste à collecter les évaluations conduites par plusieurs experts sur différents aspects d'une même problématique à l'aide d'indicateurs, dans le but d'obtenir un résultat unique sur l'aspect évalué.

I

➤ **Indice simple :**

Un indice représente un rapport qui mesure la variation dans le temps ou dans l'espace d'une grandeur ou d'un ensemble de grandeurs¹¹. Un indice simple est un indice qui n'est pas calculé à l'aide d'autres indicateurs ou sources de données, à l'inverse d'un indice composite.

➤ **Indice composite :**

Un indice composite est un indice qui est composé de plusieurs indices simples.

⁸ [Donnée | Dictionnaire de l'Académie française | 9e édition \(dictionnaire-academie.fr\)](#)

⁹ [Notation | France Terme, Ministère de la culture](#)

¹⁰ [Expert | Dictionnaire de l'Académie française, 9e édition \(actuelle\)](#)

¹¹ [Indice | Dictionnaire de l'Académie française, 9e édition \(actuelle\)](#)

S

➤ **Sondage :**

Un sondage est une technique reposant sur les réponses fournies par le public à des questions ciblées, qui permet de chercher à identifier l'évolution d'un phénomène dans la société, comme les atteintes à la probité¹².

➤ **Statistique :**

La statistique est une science qui a pour objet de recueillir et dénombrer divers faits de la vie sociale, comme par exemple, les statistiques sur la criminalité financière¹³.

¹² [Sonder | Dictionnaire de l'Académie française | 8e édition \(dictionnaire-academie.fr\)](https://dictionnaire-academie.fr/article/A91811)

¹³ [Statistique | Dictionnaire de l'Académie française | 8e édition \(dictionnaire-academie.fr\)](https://dictionnaire-academie.fr/article/A91811)

www.agence-francaise-anticorruption.gouv.fr

Conception et rédaction

Agence française anticorruption

Réalisation :

Agence française anticorruption – AFA

Crédits photographiques :

©NicoElNino / Stock.Adobe.com

Mars 2023



Contact

Agence française anticorruption
23 avenue d'Italie, 75013 Paris
afa@afa.gouv.fr

Pour plus d'informations

www.agence-francaise-anticorruption.gouv.fr
@AFA_Gouv